



Séance ordinaire du mercredi 28 juillet 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Jacques BOUSQUET, suppléant de Régine ILLAIRE, Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Attractivité - ZAC Cannabe - Commune de Cournonterral - Garantie d'emprunt à la Société d'Equipement de la Région de Montpellier (SERM) - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe, située sur le commune de Cournonterral, a été créée le 20 décembre 2017 par délibération du Conseil de Métropole.

En date du 26 avril 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) comme aménageur de cette ZAC.

Le parti d'aménagement retenu pour la ZAC de Cannabe répond aux objectifs d'accueillir des activités artisanales, petites industries, négoce, logistique urbaine, et répondre aux besoins de développement ou de relocalisation d'activités déjà présentes sur le territoire communal, avec une surface cessible de 50 000 m² environ et une surface de plancher totale de 24 000 m².

Cette opération répond ainsi pleinement au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), révisé et approuvé en Conseil de Métropole du 18 novembre 2019. Le SCoT révisé consacre la ZAC Cannabe comme une polarité économique de proximité à dominante d'activités dans l'urbanisation existante et engagée.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la ZAC Cannabe, approuvé au Conseil de Métropole du 1^{er} février 2021, prévoit un bilan de concession en dépenses et recettes de 4 988 000 €, avec 926 000 € de participation de la collectivité. Ce même CRAC précise, au regard des moyens de financement de l'opération, la nécessité d'un emprunt de 2 000 000 € sur la totalité de l'opération.

Un premier emprunt de 1 000 000 € a été souscrit en 2019. Un second emprunt de 1 000 000 € doit être souscrit en 2021. Il n'y a pas d'avances de la collectivité au bilan de cette opération. La convention d'aménagement prévoit en son article 20 qu'une garantie financière peut être demandée par l'aménageur à son concédant. Dans ce cadre, le garant peut exercer un contrôle financier, notamment via le CRAC.

Aussi, la SERM, après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt auprès de la Banque Postale.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Capital : 1 000 000 €
- Durée de la phase d'amortissement : 4 ans
- Amortissement linéaire
- Périodicité trimestrielle
- Taux fixe : 0,15 % l'an
- Base de calcul : 30/360
- Commission d'engagement : 0,1 %
- Garantie Montpellier Méditerranée Métropole de 80 %

Au cas où la SERM, pour quelques motifs que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements, conformément aux articles L. 2252-1 à L. 2252-5, D. 1511-30 à D. 1511-35 du Code général des collectivités territoriales et L. 300-1 à L. 300-4 du Code l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De garantir 80 % de l'emprunt de 1 000 000 € sollicité par la SERM auprès de la Banque Postale soit 800 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 05/08/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 6 août 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210728-161875-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/08/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- LBP Offre CANNABE 1M€ signée CP.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.